



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM Logistique Alimentaire International

24 rue Auguste Chabrières
75007 Paris

Références : UD34/H4/2024-130
Code AIOT : 0006605696

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement ITM Logistique Alimentaire International implanté ZAC de la Méridienne Lieu dit les Mathes 34420 Villeneuve-lès-Béziers. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM Logistique Alimentaire International
- ZAC de la Méridienne Lieu dit les Mathes 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006605696
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ITM LAI exploite un entrepôt de stockage de produits frais/surgelés et de produits secs de type épicerie salée et sucrée, boissons, produits d'entretien et d'hygiène, fruits et légumes, produits de la mer et produits pour animaux.

Implanté sur la commune de Villeneuve-les-Béziers, cet entrepôt est composé de 13 cellules dont 8 à température ambiante et 5 à température positive et négative avec des installations annexes (locaux de charge, station GNR, groupes froids, chaufferie, aire de stockage extérieure (palettes), etc...).

Au titre des ICPE, il a été autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-I-071 du 16 janvier 2014, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2018-I-112 du 30 janvier 2018, n°2022-06-DRCL-0259 du 13 juin 2022 et n°2024-06-DRCL-0234 du 11 juin 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Demande d'action corrective	3 mois
10	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
8	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
9	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
13	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
14	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet
15	Incident du 02/01/2024	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier le respect d'un ensemble de prescriptions techniques relatives à l'activité logistique du site : situation administrative, état des stocks, détection et moyens incendie. Aucune non-conformité n'a été relevée. Des améliorations sont toutefois attendues sur le volet "état des stocks pour le grand public", "gestion des incompatibilités", "conditions de stockage" et des justificatifs doivent être apportés sur les travaux prévus sur les portes coupe-feu et le réseau alimentant les poteaux incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;
- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'entrepôt est la propriété de ITM Immo. ITM Logistique est locataire. Ces deux entités font partie du groupe Intermarché.

L'exploitant a pu présenter les différents dossiers / documents relatifs à sa situation administrative.

Les autres documents cités dans cet article (étude flux thermique, rapport assureur) sont également bien présents et ont été transmis à l'inspection des installations classées.

L'étude des flux thermique a été examinée (cf. fiche de constat n° 14)

Le rapport assureur date de 2021. Une nouvelle visite est prévue prochainement.

Les principales demandes formulées dans ce rapport sont relatives :

- aux portes coupe-feu (tout le site - nombreux dysfonctionnements)
- aux murs coupe-feu (cellules froid uniquement - différentes ouvertures pour des canalisations et des gaines non correctement bouchées, créant ainsi des points non coupe-feu dans les murs)
- à la complétude de la protection par sprinklage (cellules gel et autres zones telles que locaux techniques, mezzanine, salle de charge) ;
- à la présence « sauvage » de palettes en extérieur, le long des cellules C7, C8, C12 et locaux techniques
- à une protection grillagée incomplète de la cellule « aérosols ».

Le sujet des portes coupe-feu a été traité (cf. fiche de constat n° 10).

Le sujet des murs coupe-feu n'a pas été regardé lors de l'inspection.

L'exploitant a indiqué avoir complété la protection par sprinklage (sauf cellules froid négatif ; non imposée réglementairement).

L'exploitant travaille sur le sujet des stockages de palettes et réfléchi à améliorer la protection

associée en installant un dispositif rideau d'eau le long des cellules concernées. Un porter-à-connaissance sera déposé prochainement à ce sujet.
L'inspection a pu constater que la protection grillagée de la zone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

Thème(s) : Risques accidentels, 1. Appréciation des dangers

Prescription contrôlée :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

La base logistique ITM a été construite en 2 phases :

- un premier entrepôt d'environ 35 000 m² (6 cellules « froid positif » et 2 cellules « froid négatif ») ayant fait l'objet d'un récépissé de déclaration du 3 septembre 2012 ;
- une extension d'environ 30 000 m² (6 cellules dédiées au stockage de produits secs) autorisée par arrêté préfectoral du 16 janvier 2014.

Les volumes et rubriques autorisés ont été actualisés par APC du 11 juin 2024 :

- rubrique 1450 (allume feu) soumise à autorisation pour une quantité maximum de 75 tonnes ;
- rubrique 1510 (entrepôt) soumise à enregistrement pour un volume global de 773 743 m³ comprenant les 12 cellules de stockage et les zones extérieures (palettes) ;
- rubrique 2220 (mûrisserie) soumise à enregistrement pour une quantité maximale de 264 t/j.

Les modifications de nomenclature prévues par le décret du 24/09/2020 (rubriques 1510-1511-1530-2662-2663 regroupées au sein de la 1510) ont été prises en compte dans l'APC susvisé.

Les produits réputés « dangereux » sont autorisés dans les cellules 7 et 8. Ces produits sont : les aérosols, des produits de droguerie, des produits ménagers et les alcools forts.

L'exploitant indique que les alcools forts ne sont plus stockés sur le site depuis 1 an.

Dans ce cadre, la protection « sprinklage » de la cellule 7 a été abaissée : suppression des têtes « in-rack », suppression des tôles situées en haut des racks (nécessaire pour la protection « in-rack » afin de fiabiliser la détection incendie) et retour à une protection « sprinklage » en toiture comme dans les cellules « classiques ». L'adjonction d'émulseurs (sprinklage et RIA) est également supprimé dans cette cellule.

Lors de l'inspection, ces modifications dans la cellule 7 ont été vues. Certaines tôles installées en haut des racks étaient encore présentes, ne permettant pas une protection adaptée (sprinklage en toiture inopérant). Par mail du 11 juillet 2024, l'exploitant a transmis les photos montrant le démontage complet des tôles dans la cellule 7.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le groupe ITM dispose d'une base de données nationale qui permet de recenser tous les produits référencés dans les bases logistiques. À chaque référence est associée une fiche produit. Cet outil est alimenté en temps réel par les entrées / sorties des produits.</p> <p>À partir de cet outil, il est possible de faire des filtres et des tris pour obtenir l'état des stocks en tant réel sur chaque plate-forme et par cellule (et rack, emplacement).</p> <p>Parmi les données disponibles, l'inspection a pu vérifier que la mention « liquides et solides liquéfiables combustibles » (LC/SLC) est définie.</p> <p>Au regard des volumes et produits stockés, et conformément au logigramme proposé dans le guide entrepôt, le site ne dispose pas de cellule dite « liquides inflammables » ou de cellule dite « LC/SLC ».</p> <p>L'exploitant dispose également d'un plan du site qui permet une corrélation entre les données « emplacement » de l'état des stocks et les cellules identifiées sur le plan. Le plan identifie particulièrement les cellules « produits dangereux », les locaux techniques...</p> <p>Par sondage, l'inspection a pu vérifier la disponibilité rapide d'une fiche de données de sécurité.</p>

Toutes les données sont informatisées et disponibles en tout temps et de n'importe quel endroit par les personnes autorisées (personnel du site et groupe).
Les informations relatives à l'état des stocks (où les trouver, comment sont-elles diffusées) sont disponibles dans le Plan d'Opération Interne (POI) du site dont la dernière version (janvier 2023) a été transmise à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

Les extractions d'état des stocks disponibles depuis l'outil national permettent de répondre aux exigences de cet article :

- par rubrique 4XXX
- par cellule
- en temps réel

L'exploitant indique qu'un mail automatique est transmis tous les jours au poste de garde avec l'état des stocks. Le Plan d'Opération Interne (POI) précise aussi comment cet état des stocks peut être récupéré sur le réseau depuis le poste de garde.

Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié les informations disponibles dans l'état des stocks le jour de l'inspection, pour les produits avec les mentions de dangers « inflammables » (H224, H225, H226) :

- aucun produit stocké avec la mention de danger H224
- 0,77 tonnes de produits avec la mention de danger H225 ; stockés dans la cellule 8
- 0,4 tonnes de produits avec la mention de danger H226 ; stockés dans la cellule 8 sauf une référence (pour une quantité de 57 kg) situé en zone de « picking » de la cellule 9. L'exploitant a procédé immédiatement aux vérifications et le lot a été rapatrié dans la cellule 8.

L'exploitant est invité à vérifier régulièrement, via l'outil de gestion de l'état des stocks, que les produits « réputés dangereux » sont bien stockés dans les cellules dédiées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'outil et les extractions existantes à l'heure actuelle ne permettent pas de répondre aux objectifs de vulgarisation exigés dans cet article.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois, répondre aux exigences de cet article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers

Prescription contrôlée :

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

Constats :

L'exploitant a identifié des zones de stockage particulières pour certaines typologies de produits (alcools forts - catégorie supprimée actuellement, produits dangereux, huiles alimentaires). Les aérosols ont un emplacement dédié, grillagé, dans la cellule 8.

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une procédure de gestion des incompatibilités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois, produire une procédure de gestion des incompatibilités permettant de garantir le respect de cet article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations

<p>nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le respect des dispositions de cet article a été regardé par sondage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cellule 2 : stockage en masse. Malgré l'absence de marquages au sol, il est apparu que les règles de stockage étaient respectées • cellule 7 : à vue d'œil, il est apparu que les palettes stockées au dernier étage des racks étaient parfois à moins d'un mètre de la toiture (et du réseau sprinklage) • il n'y a pas de stockage en mezzanine
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 3 mois, informer l'inspection des installations classées des dispositions prises (consignes, mesures physiques) pour garantir les règles de stockage prévues dans l'arrêté ministériel et notamment les hauteurs de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un</p>

<p>protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu dans la fiche de constats n°4, aucun des produits stockés au jour de l'inspection n'a la mention de danger H224.</p> <p>De plus, l'exploitant indique que les contenants de produits dangereux sont toujours de volume unitaire inférieur à 30 L (les références stockées sont des produits vendus en grande surface).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Eclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>[Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil]. Applicable à tous et au 1/01/23 pour les nouvellement soumis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un éclairage 100 % LED.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2.b La détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p>

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Dans les cellules 1 à 12, hors les cellules gel (C4 et C5), la détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique (sprinklage). Le détail des contrôles réalisés sur ce système est présenté dans la fiche de constat n° 11.

Le reste du site dispose de détections incendie de différentes typologies (détecteurs optiques, aspirants...) centralisées vers le Système de Sécurité Incendie (SSI). Le système d'extinction automatique est également reporté sur le SSI.

L'exploitant a présenté les derniers rapports de maintenance et de vérification du bon fonctionnement (hors portes coupe-feu) des détections et des alarmes (sonore et visuelle).

Comme vu dans la fiche de constat n°1, le compartimentage du site comportait de nombreux défauts et défaillances. L'exploitant a entrepris une refonte totale du compartimentage :

- reprise de toutes les portes coupe-feu pour remise en état
- reprise des motorisations
- couplage du fonctionnement des portes coupe-feu sur le système SSI (et donc la détection incendie quelle qu'elle soit)

Les travaux devraient être terminés courant octobre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra, sous 3 mois, le PV de réception des travaux sur les portes coupe-feu prévus en octobre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

Lors de l'inspection, les différents moyens de lutte contre l'incendie ont été examinés :

- **les poteaux incendie** : Le site dispose de 15 poteaux dont 13 alimentés par un réseau d'eau surpressé depuis une réserve d'eau de 720 m³. Un contrôle du bon fonctionnement (chaque poteau individuellement et 6 poteaux en instantané) est réalisé chaque année. Le dernier contrôle disponible (septembre 2023) a été transmis.
- **les extincteurs** : le dernier rapport de contrôle réalisé en novembre 2023 a été transmis. La décennale est prévue en 2025.
- **les robinets incendie armés** : le dernier rapport de contrôle n'a pas été vérifié. La décennale était en cours lors de l'inspection.
- **le système d'extinction automatique** : installé dans toutes les cellules (sauf les cellules gel). Les rapports de maintenance de décembre 2023 (maintenance triennale) et avril 2024 (vérification selon la norme) ont été consultés. Le local technique a également été vu lors de la visite. Le système est composé de 2 motopompes diesel, une pompe jockey et deux réservoirs d'eau de 1 200 m³ au total. La cuve d'émulseurs (désormais vide) a également été vue.

Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé en janvier 2023 avec le SDIS. Le compte-rendu a été transmis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.

Constats :

Le débit et la quantité d'eau nécessaire ont été estimés dans le dossier de demande d'autorisation initial. Ce document a été consulté.

Il indique qu'un débit de 360 m³/h pendant 2 heures est requis ; soit un volume nécessaire de 720 m³.

Le site dispose d'une réserve d'eau de 720 m³ qui répond aux besoins. Cette réserve a été vue. 13 poteaux incendie sont alimentés à partir de cette réserve, via un réseau surpressé (pompe installée dans le local sprinklage).

Lors de la visite du site, il a été constaté des possibles dégradations sur certains poteaux incendie (mouvements de terrain due à une nappe insuffisamment drainée). Des travaux sont prévus en septembre 2024 pour améliorer ce drainage.

Depuis, l'inspection des installations classées a été informée, le 31/07/2024, par le biais des pompiers, qu'il y aurait une fuite sur le réseau enterré du site qui alimente les 13 poteaux incendie surpressés ; fuite qui perdure depuis le mois de décembre 2023. Contacté post-inspection, l'exploitant a confirmé que les mouvements de terrain dus à un défaut de drainage avaient endommagés ce réseau. Un fonctionnement en mode dégradé est mis en place depuis décembre 2023 : le réseau est condamné par une vanne (pour éviter les pertes d'eau) et une procédure est mise en place et disponible au poste de garde (gardien présent H24) pour donner la marche à suivre en cas d'intervention des pompiers sur le site pour remettre en service ce réseau et permettre l'utilisation des poteaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra tenir informé, sous un mois, l'inspection des installations classées des dates des travaux prévus sur le réseau alimentant les poteaux incendie et transmettre les mesures compensatoires prévues pour assurer, en tout temps, la disponibilité des moyens incendie malgré les travaux prévus. Un test de fonctionnement des poteaux devra être réalisé à l'issue des travaux et transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) qui inclut le Plan de Défense Incendie (PDI). La dernière version de ce POI (janvier 2023) a été transmise à l'inspection des installations classées.

Ce plan a été examiné. Il répond en tout point aux exigences de cet article.

Ce plan a été transmis aux pompiers.

Une mise à jour est prévue suite aux travaux en cours (portes coupe-feu) et modifications

intervenues (cellule 7 notamment).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une étude des flux thermiques répondant aux attentes de cet article a été réalisée en septembre 2023. Cette étude a été transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette étude démontre que les flux de 8 kW/m² calculés pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG, compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées, ne sortent pas des limites de propriétés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Incident du 02/01/2024

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident survenu sur le site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances</p>

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Selon des informations transmises par le Bureau d'Analyse des risques et pollutions industrielles (BARPI) du ministère, le Plan d'Opération Interne (POI) du site a été déclenché le 02 janvier 2024 suite à une fuite sur le local des groupes froids à l'ammoniac.

Cet événement n'avait pas été signalé par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il a été rappelé à l'exploitant ses obligations de déclaration de tout événement répondant aux définitions de l'article R 5212-69 du code de l'environnement et la procédure à suivre pour faire cette déclaration.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'évènement, transmis le rapport d'incident et présenté les suites données.

Il apparaît que :

- l'origine de la fuite d'ammoniac a été détectée et les réparations nécessaires effectuées (rapport d'intervention transmis)
- la détection ammoniac s'est déclenchée, possiblement de façon intempestive car les détecteurs avaient été mal calibrés (les seuils de détection de certains détecteurs NH₃ étaient fixés à 100 et 200 ppm au lieu des 500 et 1 000 ppm réglementaires dans une installation de froid à l'ammoniac - cf. article 8.1.4 de l'arrêté d'autorisation du site du 16 janvier 2014). Les détecteurs ont tous été vérifiés post-incident et les réglages réalisés pour répondre aux exigences réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite